

Chez nous et ailleurs : obstacle à la participation des femmes à la vie publique : [1ère partie]

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **51 (1963)**

Heft 33

PDF erstellt am: **23.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-270403>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

1736

J. A. - Genève
Retour: 19, av. Louis-Aubert, Gve

FEMMES SUISSSES

ET LE MOUVEMENT FÉMINISTE

Fondatrice: ÉMILIE GOURD

Organe officiel des informations de l'Alliance de sociétés féminines suisses

Paraît le troisième samedi du mois

21 septembre 1963 - N° 33

51^e année

Rédact. responsable :
Mme H. Nicod-Robert
Le Lendar
La Conversion (Vd)
Tél. (021) 28 28 09

Administration :
et vente au numéro:
Mme Lechner-Wiblé
19, av. L.-Aubert
Genève
Tél. (021) 36 56 76

Publicité :
Annonces Suisses S.A.
1, rue du Vieux-Billard
Genève

Abonnement : (1 an)
Suisse Fr. 7.-
Étranger Fr. 7.75
y compris
les numéros spéciaux

Chèques post. I. 11791

C'est une fausse dent!

Un dentiste de Payerne, auquel notre service de propagande avait envoyé un numéro du journal, l'a retourné à notre administration, accompagné de... deux dents artificielles!

Ce praticien jugeait sans doute la plaisanterie fine et excellente. Réfléchissant sur la signification de cet envoi étonnant — et faute d'un mot d'explication de son auteur — nous en avons conclu qu'il avait une dent contre nous, ou même deux.

Mais laquelle? Voilà ce qu'il eût été intéressant d'apprendre.

En tout cas, une chose est certaine: C'est une fausse dent! Et notre dentiste lui-même ne pourrait pas prétendre le contraire.

SOMMAIRE

- Page 2: Le prix des produits de lessive
- Page 3: Le suffrage féminin à Fribourg
- Page 4: Congrès international à Washington
- Page 5: L'auxiliaire de médecin (Un fabuleux voyage en Turquie)
- Page 6: † Mme Vischer-Alloth

Au sujet du Conseil de l'Europe

Une démarche souhaitable?

La question de l'adhésion de notre pays au Conseil de l'Europe n'a pas manqué, en son temps, de causer quelque effervescence dans les milieux helvétiques favorables au suffrage féminin.

Sans trop se faire d'illusions, on entretenait l'espoir que cette adhésion ne serait possible que si la Suisse respectait les statuts du dit Conseil ou, tout au moins, si elle prenait l'engagement d'y satisfaire dans un proche avenir, notamment en ce qui concerne les droits politiques des femmes.

Pour renforcer les raisons d'espérer, on disait, avec preuve à l'appui, que ce ne serait pas la première fois qu'une Convention internationale supprimerait quelque voyante inégalité de traitement de notre Constitution.

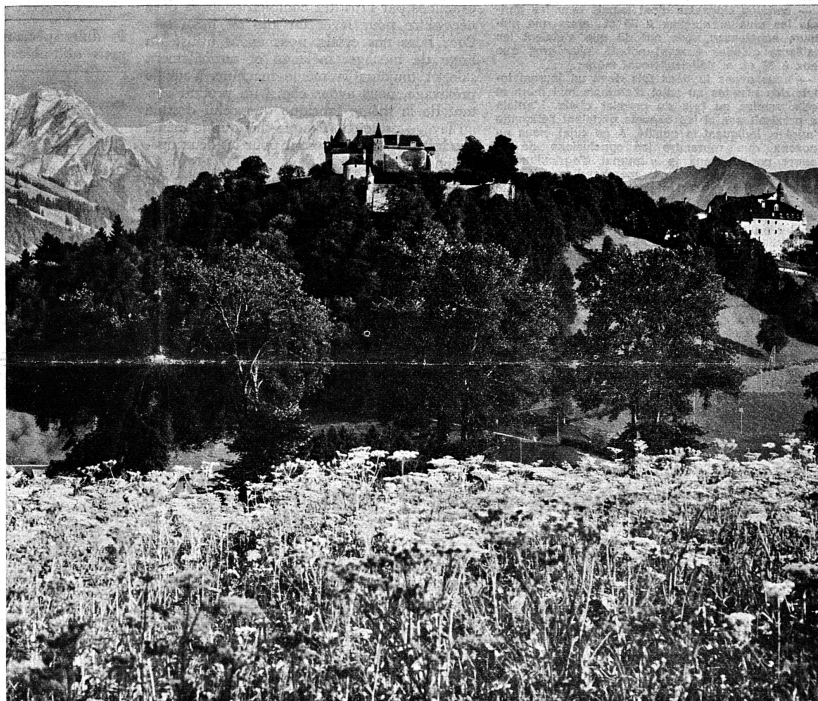
Dès que M. Wahlen eut déclaré devant le Conseil national que « certaines particularités du droit suisse ne sont pas en accord avec les prescriptions de la Convention », on alla jusqu'à penser que le Conseil fédéral ne pourrait pas faire autrement que de prendre une nette position en faveur de la signature rapide de la Convention des droits de l'homme, ce qui aurait pour conséquence — entre autres — l'obligation de renoncer à tenir les Suissesses à l'écart de la vie politique.

Les organismes du Suffrage féminin ont immédiatement exprimé l'espoir que nos autorités agiraient sans tarder dans ce sens.

L'adhésion de la Suisse au Conseil de l'Europe a été ratifiée. Rien n'a changé. Et rien ne permet de croire que quelque chose changera dans un proche avenir. L'engagement pris par notre pays, en ratifiant les statuts du Conseil de l'Europe (reconnaître et développer les droits de l'homme) n'est pas tenu.

Dans ces conditions, de nombreuses personnes se sont demandé s'il ne conviendrait pas de pressentir les autres pays membres afin qu'ils rendent eux-mêmes nos autorités attentives à cet état de fait anormal.

Faites bon accueil
aux Ecus d'or de la Ligue
pour la protection
de la nature.
Cette année,
un effort tout particulier
sera fait
en faveur de Gruyères,
de son château
et de ses maisons
pittoresques



Nous savons que la question de l'opportunité de cette démarche a été discutée au sein du Suffrage féminin qui y a finalement renoncé.

Cependant, les avis favorables à une telle démarche ne sont pas rares. C'est pourquoi nous aimerions que nos lectrices — toutes nos lectrices — répondent au bref questionnaire ci-dessous: (Suite en page 5)

Chez nous et ailleurs

Obstacle à la participation des femmes à la vie publique

Bien que, dans la plupart des pays, la loi prévoie que les hommes et les femmes peuvent exercer librement leur droits politiques, il arrive souvent qu'ils possèdent ces droits et n'en usent pas. Cela nous conduit à nous demander quels sont les obstacles qui s'opposent à la jouissance et à l'exercice de ces droits politiques. Pourquoi les hommes et les femmes, et en particulier les femmes, ne participent-ils pas plus activement à la vie publique?

Lorsque l'on cherche à répondre à ces questions, on s'aperçoit qu'un certain nombre de facteurs sociaux, psychologiques, juridiques, culturels, économiques, s'opposent, séparément ou ensemble, à cette participation active. Certains de ces facteurs affectent aussi bien les hommes que les femmes, mais pour ces dernières, en général, ils constituent des obstacles plus graves et souvent insurmontables.

Les facteurs sociaux et psychologiques sont fréquemment liés — la peur de l'ostracisme social ou le manque de confiance en elles-mêmes qui fait hésiter les femmes à se mêler à la vie politique de leur collectivité ont sou-

vent leur origine dans les coutumes et attitudes traditionnelles de la collectivité. Lorsque les attitudes sociales changent, cette évolution se reflète dans le rôle politique de la femme. Le degré d'évolution des coutumes et des conventions sociales varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays, on peut observer d'autres différences comme, par exemple, les différences d'attitude entre les régions urbaines et rurales ou entre les différentes classes ou groupes ethniques. Même lorsque

(Suite en page 5)

AIDEZ-LES
VOUS AUSSI

parce que, coopérateurs, nous désirons que la coopération s'épanouisse aussi dans ces pays d'avenir.

NOTRE AIDE EST INDISPENSABLE



Mme Maison de classe

consacrée uniquement à la mode féminine, masculine et enfantine

Bon Genre

34, Marché NOUVEAUTÉS Tél. 25 62 00